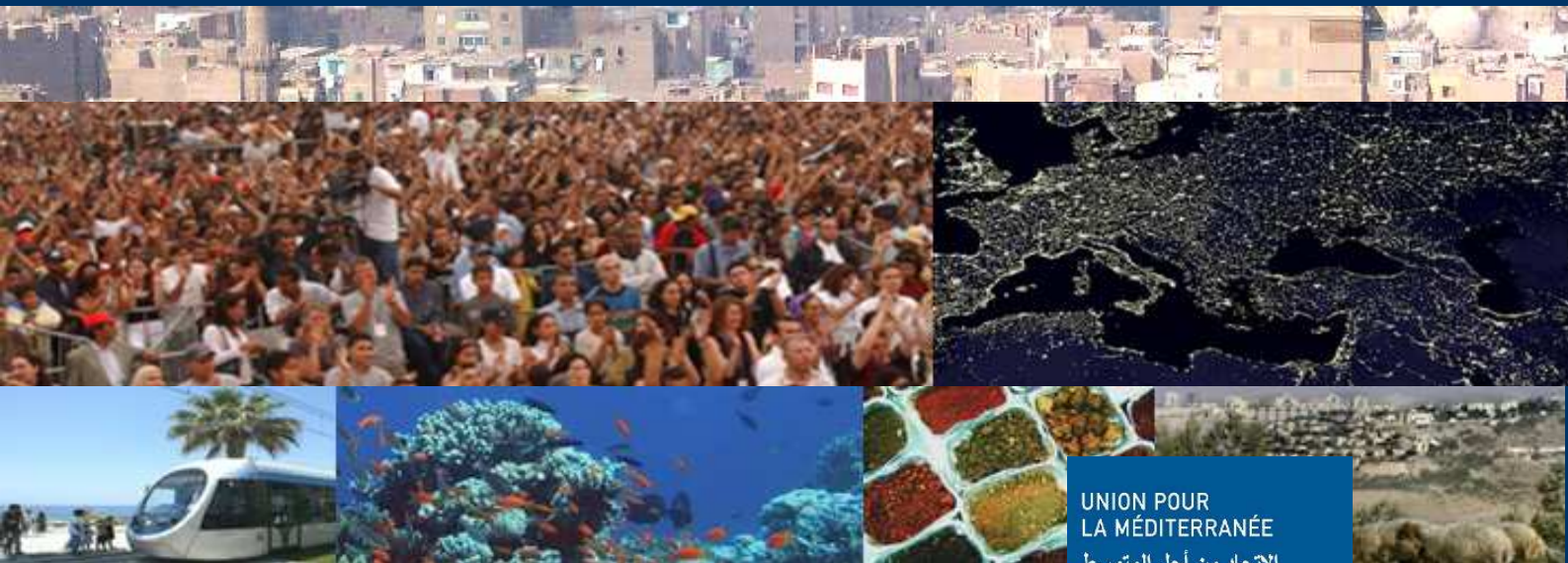


for'um
UNION POUR LA MEDITERRANEE

-- JEUDI 27 MAI 2010 - PALAIS DE LA BOURSE --

Développement urbain et Mobilité en Méditerranée



9, LA CANEBIERE - MARSEILLE - FRANCE

UNION POUR
LA MÉDITERRANÉE
الاتحاد من أجل المتوسط
UNION FOR
THE MEDITERRANEAN

for'um

UNION POUR LA MEDITERRANEE

-- JEUDI 27 MAI 2010 – PALAIS DE LA BOURSE --

Session d'investissement sur le financement des projets Développement urbain et Mobilité

COMPTE-RENDU

Avec la participation de :

M. Mohamed Abid, directeur, marine marchande, ministère tunisien du transport

M. Saki Aciman, directeur général du CETMO

M^{me} Myriam Bakhom, Orascom Hotels and Development

M. Didier Bernateau, directeur développement, SCET international

M. Stéphane Carcas, chef de projet, Agence Française de Développement

M. Arnaud Desmarchelier, chef de projet, Agence Française de Développement

M. Omar El Hitamy, Orascom Housing Communities

M. Guy Fleuret, économiste principal, Banque européenne d'investissement

M. Mats Karlsson, directeur du Centre de Marseille pour l'Intégration en Méditerranée

M. Guy Kinkor, responsable du Développement Europe du Sud, Transdev

M. Emmanuel Rammos, Agence spatiale européenne

M. Olivier de Saint Lager, coordinateur de programme sénior, DG Aidco

M. Henri-Luc Thibault, directeur du Plan Bleu, PNUE-PAM

M. Laurent Vigier, directeur des affaires européennes et internationales, caisse des dépôts et consignations

M. Hervé de Villechabrolle, vice-président, BNP Corporate Finance

--

La session Transport et Développement urbain a pour objectif d'articuler une présentation stratégique de la situation en Méditerranée (enjeux, financement) et l'analyse de projets. Les projets concrets présentés portent sur les thèmes suivants : autoroutes de la mer Tunis-Radès-Marseille, et Tunis-Radès-Gènes, projet ferroviaire en Jordanie, projet de quartier urbain durable à travers l'exemple du projet Haram City, en Egypte ainsi que le projet de tramway Rabat-Salé. Le fonds Inframed sera également présenté.

--

Session co-animée par M^{me} Lobna Abdel Latif, Conseiller auprès du Ministre égyptien du développement local et M. Gilles Pennequin, Responsable développement territorial, Responsable-adjoint Développement durable, Mission Union pour la Méditerranée

Session d'investissement sur le financement des projets Développement urbain et Mobilité

L'Union pour la Méditerranée, un cadre stratégique pour relever les défis du développement urbain et de la mobilité

Partant du constat que les écarts de développement se creusent entre les deux rives, aggravant ainsi les risques d'instabilité dans l'ensemble de la région, les Chefs d'État et de Gouvernement européens et méditerranéens ont inauguré officiellement le 13 juillet 2008 l'Union pour la Méditerranée.

L'Union pour la Méditerranée s'appuie sur les acquis du Processus de Barcelone inauguré il y a 13 ans, avec la volonté de renforcer et d'approfondir la coopération entre les deux rives de la Méditerranée autour du développement de grands projets de dimension régionale répondant aux besoins des populations.

Trois principes simples mais essentiels fondent le projet d'Union pour la Méditerranée, pour apporter un élément structurant nouveau :

- une mobilisation politique au plus haut niveau par des Sommets de chefs d'État et de gouvernement tous les deux ans ;
- une gouvernance sur un pied d'égalité incarnée par une co-présidence nord-sud et un secrétariat permanent paritaire ;
- une mise en avant de projets concrets de dimension régionale, créateurs de solidarités de fait.

L'inauguration du secrétariat de l'Union pour la Méditerranée le 4 mars 2010 à Barcelone, suivie de l'adoption de ses statuts et de la nomination de son secrétaire général, l'ambassadeur de Jordanie auprès de l'UE M. Ahmad Masa'deh, porte avec elle les perspectives de voir les nombreuses initiatives se concrétiser rapidement.

Si le sujet transports a été identifié dès la déclaration du Sommet de Paris pour la Méditerranée du 13 juillet 2008, dans la continuité des actions menées dans le cadre EuroMed, le développement urbain est un nouveau thème structurant dans le dialogue en Méditerranée, lancé par l'Union pour la Méditerranée.

Thème non présent dans le processus EuroMed et absent de la déclaration du Sommet de Paris pour la Méditerranée du 13 juillet 2008, le thème du développement urbain a connu un traitement substantiel dans le cadre de la déclaration des ministres des affaires étrangères de Marseille du 4 novembre 2008.

Est en prévision la tenue de la première réunion ministérielle de l'Union pour la Méditerranée sur le développement urbain durable à Nice. Dans ce cadre, la réalisation d'un schéma régional de planification urbaine et territoriale permettrait d'intégrer les projets sur l'eau, l'énergie, les transports, la sécurité, la formation ou encore le développement économique, thèmes qui s'incarnent tous dans des territoires. La territorialisation des politiques publiques constitue un défi majeur à mettre à l'ordre du jour. Se dessinent les axes d'une future stratégie urbaine méditerranéenne :

- une charte en faveur de la ville durable méditerranéenne ;
- un Schéma d'aménagement territorial du pourtour de la Méditerranée ;
- un appel à projets innovants sur la mise en œuvre de villes et de quartiers durables exemplaires ;

- la mise en commun de critères d'éligibilité sur les projets urbains innovants par les bailleurs et financeurs de long terme ;
- la création du Groupement méditerranéen des acteurs du développement urbain.

Les enjeux urbains et de mobilité en Méditerranée

Les projections effectuées en particulier par le Plan bleu indiquent que la dynamique démographique et urbaine de la Méditerranée sera très forte dans les 20 ans à venir, avec 80 millions d'urbains en plus, essentiellement au profit des villes du littoral qui deviennent dès lors le théâtre de changements sociaux et environnementaux majeurs : deux tiers des Méditerranéens sont aujourd'hui urbains. Ils seront trois quarts vers 2030. Un tiers de la population urbaine est concentrée sur le littoral.

Dans ce contexte de croissance démographique, de changement climatique, de pénurie des ressources en eau et en énergie, la littoralisation, l'étalement urbain, les difficultés d'accès aux services essentiels, d'accès au logement, des ségrégations socio-spatiales, la dégradation continue des sols et des ressources naturelles, les pertes massives de terres agricoles de qualité, le bétonnage de portions entières du littoral, le déficit de gestion des arrière-pays sont des problèmes majeurs pour le développement de la Méditerranée.

Les enjeux clés d'une mobilité urbaine durable ont été rappelés, autour des questions liées à la demande, à l'offre multimodale, à la maîtrise d'ouvrage notamment (gouvernement central, collectivités locales).

Il est donc urgence de produire de l'habitat et de la ville pour tous en quantité et qualité suffisantes pour répondre aux besoins présents et futurs des populations.

De manière plus spécifique, l'habitat est l'un des problèmes majeurs, la quantité de logements étant insuffisante. Ceci a plusieurs conséquences : la sur-occupation et le sous-équipement des logements existants ou encore la prolifération des bidonvilles. Il faut donc soutenir et développer les politiques publiques en matière de logement pour satisfaire la demande et, parallèlement, rationaliser l'usage du foncier pour endiguer l'exode rural.

Du point de vue des infrastructures, l'approvisionnement en eau et en électricité n'est pas à la hauteur de la demande et la gestion des déchets apparaît de plus en plus problématique, les services adéquats étant souvent inexistantes.

Enfin, l'étalement urbain pose des problèmes de santé publique, accroît la vulnérabilité des villes aux catastrophes naturelles et réduit la quantité de terres cultivables.

Les participants s'accordent sur le fait qu'il faut planifier à long terme les changements démographiques, économiques et sociaux, à l'échelle de la région euro-méditerranéenne, afin de développer une approche commune. Ils estiment qu'il est nécessaire de développer des analyses stratégiques, centrées sur les enjeux majeurs du développement urbain.

Le financement des projets

La croissance explosive des plus grandes villes du pourtour méditerranéen a été insuffisamment contrôlée : besoin de rattrapage important pour les aménagements urbains et les infrastructures de transport urbain. Les besoins en financements sont importants. Les sources de financements sont multiples: gouvernement central, collectivités locales, bailleurs de fonds du développement, aide liée. Il s'agit de les organiser avec des règles de partage simples et compréhensibles. Concernant le montage des financements, l'articulation entre l'aide liée et les

bailleurs de fonds est capitale : vers une séparation étanche des financements tout en garantissant une mise en œuvre cohérente et harmonieuse.

La Banque européenne d'investissement (BEI) coordonne actuellement la définition de critères communs d'examen des projets de développement urbain durable entre les bailleurs de fonds. Jusqu'à présent, les bailleurs de fonds fonctionnaient par prêts ou apport de fonds propre pour la réalisation des investissements, mais pas en termes des études amont. Financer l'innovation urbaine nécessite de considérer le soft également.

Le Fonds InfraMed a été présenté : c'est le plus important fonds voué aux investissements dans les infrastructures dans les régions sud et est de la Méditerranée. Lancé par la Caisse des Dépôts (CDC), la Cassa Depositi e Prestiti (CDP), la Banque européenne d'investissement (BEI), la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) et EFG Hermes, doté d'apports initiaux de 385 millions d'euros, ce nouveau fonds vise une dotation totale d'un milliard d'euros.

Les bailleurs multilatéraux comme la Banque mondiale et la BEI, et bilatéraux souhaitent de plus en plus mutualiser leurs efforts d'assistance à la modernisation des politiques publiques des pays partenaires et enrichissent leurs démarches respectives en associant d'autres acteurs non-financiers du développement, tels que les réseaux universitaires, des organes des Nations unies, et des représentants de la société civile. C'est le cas avec le Centre d'Intégration Méditerranéenne, de Marseille, lancé le 9 octobre 2009 par la Banque mondiale, conjointement avec la BEI, les gouvernements égyptien, français, jordanien, libanais, marocain, tunisien et la Ville de Marseille. Innovation dans la réalisation de l'assistance technique aux pays méditerranéens, le Centre de Marseille est une plate-forme de programmes multi-partenariaux administrée par la Banque mondiale pour des institutions publiques et indépendantes de la région afin de discuter de ces défis, d'apprendre des expériences de chacun et de renforcer les capacités locales, nationales et régionales. Développement urbain et spatial, transport et logistique font partie des thèmes retenus.

Les collectivités territoriales au travers de l'ARLEM (Assemblée Régionale et Locale Euro-méditerranéenne) sont mobilisées sur les questions de développement urbain durable. Une commission ad hoc a été créée, elle rendra ses conclusions en Janvier 2011! Les débats ont portés sur la possibilité qu'auraient les collectivités territoriales pour participer au financement des études en amont de la réalisation de projets urbains durables en Méditerranée. Il est essentiel d'articuler les interventions des bailleurs entre-elles, qu'il s'agisse des projets soutenus par des collectivités territoriales, des États ou encore des bailleurs. Dans le contexte de contrainte budgétaire dans laquelle se trouvent de nombreux pays du Sud de la Méditerranée, cette nouvelle gouvernance, qui rassemblerait toutes les parties prenantes, serait à même de garantir la concrétisation des projets pilotes de quartiers durables qu'il est important de lancer pour que puisse se dessiner et se réinventer la ville méditerranéenne durable du 21ème siècle!

Projets présentés

Trois projets ont été soumis aux investisseurs et aux donateurs pour présenter les progrès réalisés sur le terrain :

- Présentation du programme MeDaMos et présentation des projets d'autoroutes de la mer Tunis-Radès/Marseille, et Tunis-Radès/Gènes ;
- Présentation du projet Haram City, ville nouvelle du 6 octobre ;
- Présentation du projet de noeud ferroviaire en Jordanie ;
- BB-MED - Broad Band MEditerranean Development ;

Les présentations de ces projets figurent sur le site www.for-um.org

Discussions

Les discussions qui ont suivi ont développé les points suivants :

- il est essentiel de traiter de la question du développement urbain et de l'aménagement des territoires en général dans l'Union pour la Méditerranée, car il s'agit d'un sujet qui intègre les différents thèmes développés dans la déclaration de Paris. On en peut pas penser les projets d'autoroutes de la mer, le plan solaire Méditerranée ou bien encore la Stratégie de l'eau ; sans que ces sujets soient intégrés dans une planification territoriale.
- La région Méditerranée est en demande de projets pilotes d'innovation urbaine ;
- Penser le transport est un préalable à la fabrication de la ville ; le transport précède l'extension urbaine et participe d'une vision intégrée.
- Le rôle des bailleurs est de faciliter l'intégration et de permettre l'innovation ;

Annexe – Programme détaillé de l'atelier

Présidents de séance : M. Saki Aciman, directeur général du Centre d'études des transports pour la Méditerranée occidentale (CETMO)

Séance	Participants	Thématiques
<i>Les enjeux liés au développement urbain et au transport en Méditerranée</i>	M. Henri-Luc Thibault , Directeur du Plan Bleu, PNUE-PAM	
<i>Le financement des projets</i>	M. Laurent Vigier , Caisse des Dépôts et Consignations M. Mats Karlsson , Banque Mondiale M. Guy Fleuret , BEI M. Arnaud Desmarchelier , AFD M. Olivier de Saint Lager , DG Aidco	Infrastructures : Fonds Inframed, Aménagement des Territoires, transports, développement urbain
<i>Le développement de la capacité portuaire et des autoroutes de la mer en Méditerranée.</i>	M. Mohamed Abid , directeur, marine marchande, ministère tunisien du transport	Présentation des projets d'autoroutes de la mer Tunis-Radès/Marseille, et Tunis-Radès/Gènes Présentation du programme MeDaMos
<i>La mobilité terrestre.</i>	M. Hervé de Villechabrolle , Vice Président, BNP Corporate Finance	Présentation du projet ferroviaire en Jordanie.
<i>Le financement de l'urbain durable.</i>	M. Didier Bernateau , Directeur Développement, SCET international (filiale de la Caisse des dépôts et Consignations) Mme Myriam Bakhom - Orascom Hotels and Development M. Omar El Hitamy - Orascom Housing Communities	Présentation du projet Haram City, ville nouvelle du 6 octobre
<i>La mobilité urbaine.</i>	M. Guy Kinkor , directeur du développement, Transdev M. Stéphane Carcas , AFD	Projet de tramway Rabat/Salé.